
LE SOCIALISME DU FUTUR

Cornelius Castoriadis



Cornelius Castoriadis (1922-1997) est un penseur européen tout-terrain, ayant abordé l'anthropologie, la politique, l'économie, la philosophie, l'histoire et plus encore. Une de ses idées principales, qu'il développe dans ce texte, est celle de *société autonome*, fondée sur la démocratie directe par la participation collective à l'élaboration des règles sociales et grâce à un *imaginaire collectif instituant*, qui lie l'individu à la société, dépassant la division en classes sociales.

La présente brochure est une retranscription d'une conférence prononcée à Porto Alegre en 1991. Elle provient du site des Renseignements généraux (www.les-renseignements-generaux.org/textes/8357). Elle a été retranscrite en août 2008 par MC, les titres ont été ajoutés par la suite et l'auteur original n'a pas relu ce texte avant sa publication. Elle avait déjà été diffusée dans la [brochure n°4](#) du collectif Lieux Communs.

Cette édition a été retravaillée et corrigée en 2016-2017 par David et Noé. Elle a été mise en page par le collectif Indice, diffusée sur Lyon et mise en ligne sur indice.site.free.fr

Pour toute remarque ou ajout, merci de nous écrire ici : indice@riseup.net.

Bonne lecture !

Illustration de couverture de Nansen, Fridtjof, de 1897, mise à disposition par [The British Library](#),

libéral de faire passer les pays du tiers-monde au régime industriel libéral.

On célèbre actuellement à droite et à gauche le triomphe du capitalisme. Je suis certain que quand la poussière des événements retombera on verra que les problèmes sont toujours là et que la société capitaliste s'enfoncé dans la décadence. Et avec cette société c'est l'humanité qui risque de subir une catastrophe irréversible. Il ne pourra y avoir d'issue que si les hommes et les femmes partout se réveillent et décident de prendre leur sort entre leurs mains. C'est cela même qu'est le projet d'autonomie ; rien ne garantie qu'ils le feront, mais rien ne garantie qu'ils ne le feront pas non plus. Nous ne pouvons rien faire d'autre que de travailler pour qu'ils se réveillent. Qu'ils se réveillent de l'apathie et de l'abrutissement des supermarchés et de la télévision. Et s'ils se réveillent je crois que l'on peut être certain qu'ils auront décidé de détrôner l'économie et la production de la place souveraine où les ont mis le capitalisme et le marxisme et de les remettre à leur juste place qui est que l'économie et la production sont de simples moyens de la vie humaine et non pas des fins.

Car depuis que l'humanité existe de toutes les fins que les sociétés se sont proposées, l'expansion sans fin de la production et de la consommation est sans doute la plus dérisoire et la plus ignoble.

Nous devons proposer comme une fin la constitution de collectivités libres formées par des individus libres, responsables et capable de donner un autre sens à leur vie que l'acquisition de quelques camelotes supplémentaires.

Quel sera ce sens ? nul ne peut le dire à leur place mais je terminerai en disant ce que moi je vois comme un tel sens : la création d'êtres humains qui aiment la sagesse, qui aiment la beauté et qui aiment le bien commun.

Merci.

Si vous entrez dans une usine quelconque et que vous appliquez littéralement les instructions de production, tout va aller de travers et au bout de 24 heures l'usine va s'arrêter. Comme les ouvriers sont quand même obligés de faire le travail, ils sont obligés de corriger ces absurdités sur le tas. Alors c'est grâce à ces luttes ouvrières qu'à été créé un marché intérieur énorme qui a absorbé la production croissante du capitalisme et c'est grâce à ces luttes que la journée de travail a été diminuée. Or effectivement maintenant on a de moins en moins de conflits internes dans les sociétés riches, cela veut dire que le système devient incontrôlable parce qu'il n'y a pas de contrepoids interne et que les aberrations des capitalistes et des politiciens ne sont plus sanctionnées et que les irrationalités de l'économie capitaliste vont s'amplifiant. On en a un exemple flagrant : de 1840 à 1940 la semaine de travail dans les pays industrialisés est passée de 72 heures à 40 heures par semaine. Ça a absorbé une énorme partie de l'augmentation de la productivité du travail. De 1940 à 1990, la productivité du travail a sans doute augmentée plus que pendant le siècle précédent, la durée du travail n'a pas diminué, elle est toujours de 40 heures ou de 39 heures. Résultat dans tous les pays industriels il y a un énorme chômage que les gouvernements et les politiques gouvernementales n'arrivent pas à résorber (...)

Aux États-Unis il y a en apparence moins de chômage, pourquoi ?

Parce que les gens ne trouvant pas de travail vont prendre des petits boulots temporaires, payés très très mal, dans les services, les restaurants, les motels etc... donc la fin des conflits internes dans le capitalisme mine le régime lui-même.

D'un autre côté il y a la destruction de l'environnement, l'expansion actuelle est insoutenable et évidemment elle deviendrait absolument insoutenable si le tiers-monde devait s'industrialiser et avoir le niveau de vie des pays riches.

Enfin il y a une question énorme que je mentionne en dernier et sur laquelle je ne m'étendrai pas c'est l'évidente incapacité du capitalisme



Nous vivons des années de bouleversements assez considérables en particulier l'effondrement des régimes communistes comme pouvoir et la pulvérisation du marxisme-léninisme comme idéologie. Les gens sont désorientés, ils se demandent si c'est le triomphe du capitalisme, si c'est la fin de ce qu'on appelait le socialisme et là commencent des discussions scolastiques, pour utiliser l'expression la moins méchante, si la Russie c'était le socialisme réel ou irréel et si les monstruosité qu'on a constatées en Russie sont dues à des fautes, à des déviations, à la personnalité de Staline ou à l'encerclement capitaliste. On ressort toutes les vieilleries éculées qui ont été discutées et que moi j'espérais réfutées dans le mouvement de gauche et dans le mouvement révolutionnaire depuis quarante ans.

Comme toujours dans cet exercice, les trotskistes se distinguent par leur originalité. Ils découvrent maintenant que la Russie n'avait rien de socialiste mais il fallait que 1991 arrive pour qu'ils le découvrent. Pendant soixante ans, ils ont soutenu que les bases du régime en Russie étaient socialistes et que la Russie était un état ouvrier même s'il était dégénéré et pourquoi ? parce que soit-disant la nationalisation et la planification étaient la base du socialisme. Je crois avoir réfuté ces sophismes depuis très longtemps mais ce qui mérite réflexion pour un moment c'est : pourquoi diable les trotskistes découvrent ça *aujourd'hui* ? on n'a rien appris de nouveau sur la Russie, tout cela on le savait il y a 5 ans, 10 ans, 20 ans, 50 ans. Qu'est ce qui s'est donc passé ? qu'est ce qu'ils ont appris de nouveau ? Et bien je crois que l'interprétation est très simple : ce qu'il y a de nouveau c'est que le pouvoir s'est effondré. Et c'est ça qui importe au Trotskiste, aussi longtemps qu'il y eut le pouvoir, c'est à dire que le GPU fonctionnait, il y avait des bases socialistes en Russie.

Je voulais dire que pour moi le terme socialisme devrait être abandonné. Je l'ai abandonné depuis 1979 et je parle depuis de *société autonome*. Un mouvement politique n'est pas une académie qui essaie de maintenir le sens des mots du langage, qu'on le veuille ou non désormais socialisme

et communisme signifient le GPU et les camps de concentration et nous rendons très difficile notre tâche, beaucoup plus difficile qu'elle ne devrait l'être, en continuant à utiliser ce terme, le terme pas les idées, que l'histoire a irrémédiablement compromis.

Je dirais de plus, et ce n'est pas un luxe, que le terme était mauvais intrinsèquement. Pourquoi socialisme ? est ce que c'est la société contre les individus ? Cela est faux ou même privé de sens. D'abord une société autonome exige des individus autonomes et un sens une société autonome serait plus individualiste que la société actuelle et d'un autre côté dire que nous sommes pour le socialisme, c'est à dire pour la société contre l'individu, ce serait comme si nous acceptions que le régime actuel est individualiste, ce qui est faux.

Le régime actuel est au mieux individualiste pour 5 % de la population et même ces 5% ne sont pas des individus, ce sont des marionnettes qui ont été dressées par le système à faire ce qu'ils font. Nous voulons une société autonome faite par des individus autonomes, quand je dis nous voulons ce n'est pas seulement notre arbitraire personnel, c'est le sens des mouvements d'émancipation qui parcourent l'histoire de l'occident depuis au moins Athènes et qui ont été repris et amplifié en Europe occidentale avec la lutte pour les libertés communales contre les rois, les nobles et l'Église, par les révolutions du 17ème et du 18ème siècle, par le mouvement ouvrier, le mouvement des femmes, des jeunes, des différentes minorités.

Une société autonome ça veut dire une société vraiment démocratique, où le peuple fait lui-même ses institutions et ses lois et où tous les individus sont libres et égaux, égaux ça ne veut pas dire que la société s'engage à rendre tout le monde capable de courir le 100 mètres en 9 secondes 9 centièmes, ni à rendre tous les individus capables de composer La Passionata, égaux ça veut dire que tous ont la même possibilité effective de participer au pouvoir politique et il y a aussi un contenu subjectif à cette autonomie : les individus autonomes sont des individus responsables qui peuvent réfléchir, délibérer et décider.

La Russie n'a jamais été cela ni de près, ni de loin. Elle n'a jamais tenu à le devenir. Février 1917 était une révolution populaire, octobre 1917

dira à chacun combien ? ah attendez une minute je vous rappelle, et on rappelle le premier : je regrette ce n'est pas assez est-ce que vous pouvez dire mieux ? c'est ça l'esprit du capitalisme.

De même pour les fonctionnaires. Les fonctionnaires doivent être intègres et ils doivent être compétents. Les ouvriers doivent être consciencieux, les éducateurs, des instituteurs jusqu'au professeurs d'université doivent être dévoués.

Pourquoi diable les instituteurs et les professeurs d'université devraient être dévoués ? où est la réponse dans le système ? pourquoi on va se faire chier avec les mêmes d'autrui en essayant de les éduquer ou de leur nettoyer le nez alors qu'on peut simplement passer l'heure de la classe et toucher son salaire qui de toute façon est misérable.

Autrement dit l'irresponsabilité et la corruption correspondent vraiment à ce qu'est devenu le capitalisme aujourd'hui et elles gagnent constamment du terrain. On le voit dans les pays riches et bien cultivés avec des traditions anciennes.

Deuxièmement le capitalisme depuis 1800 jusqu'en 1950 a marché non pas malgré les luttes ouvrières mais à cause des luttes ouvrières. Pourquoi Marx prévoyait-il l'effondrement économique du capitalisme ? parce que dans sa théorie économique il avait oublié la classe ouvrière et la lutte des classes. Dans « *le Capital* » tout se passe à l'égard des ouvriers comme le voudraient les capitalistes, c'est à dire les ouvriers sont des objets passifs de l'exploitation, ils ne réagissent pas. Mais en réalité pendant 150 ans et plus les ouvriers ont lutté constamment, soit de façon formelle, soit de façon informelle. Ils ont lutté pour augmenter leur salaire réel, pour diminuer le temps de travail et ils ont lutté aussi à l'intérieur de l'usine au plan de la production pour limiter les absurdités de l'organisation capitaliste de la production. S'il y a des gens que l'expression de l'absurdité de l'organisation capitaliste de la production choque, ils n'ont qu'à penser à ce qu'on appelle la grève du zèle ou la grève perlée qui est la forme la plus efficace de toutes pour une grève. Si vous voulez que la ville de Porto Alegre s'arrête vous n'avez qu'à appliquer littéralement les règlements pour la production d'électricité, la distribution de l'eau, la circulation dans les rues etc...

ties ou même des prévisions mais je crois qu'on peut élucider la situation présente.

Je parle des pays riches que je connais mieux. La situation là-bas semble sombre car ce qui prévaut c'est l'apathie de la population, une privatisation croissante des gens et le cynisme. Mais tout cela qui en apparence devrait satisfaire les couches dominantes, je pense en même temps que cela contient les germes d'une crise profonde du système. Non pas une crise au sens de Marx, une crise beaucoup plus profonde et beaucoup plus importante. Je crois d'abord qu'il y a déjà ce qu'on peut appeler une crise anthropologique du capitalisme et je crois qu'elle est visible si l'on regarde l'idéologie régnante c'est à dire ce qu'on appelle l'individualisme ; on nous raconte que l'individu est souverain et choisit ce qu'il veut faire. Sans parler même du fait que pour les 70 ou 80% de la population on ne choisit pas les choses essentielles de sa vie, laissons de côté cet aspect. En réalité il y a un conformisme généralisé et l'individu choisit effectivement, il choisit entre cinq chaînes de télévision qui diffusent toutes les mêmes inanités. Mais quel est le contenu de cet individualisme ? on nous dit l'individu est souverain, bravo moi je veux bien, mais c'est qui cet individu ? c'est l'homme en général ou la femme en général ? mais non c'est cet individu concret tel que l'a façonné le capitalisme, c'est à dire c'est l'individu économique en un sens. C'est l'individu qui de plus en plus en effet n'est intéressé que par l'expansion de la consommation et de la production. Et de là résultent deux interrogations internes pour le capitalisme libéral : est-ce que ce régime pourra toujours se reproduire du point de vue social et anthropologique ? quels sont les types anthropologiques qui ont fait fonctionner ce régime ? et bien c'est des types que ce régime n'a pas créés mais qui avaient été créés par des phases historiques précédentes, que le régime exploite et qu'en même temps il fait disparaître.

Par exemple le juge intègre. Sans juge intègre, le capitalisme traditionnel tel qu'on le connaissait ou tel qu'on le connaît encore un peu ne peut pas fonctionner.

Maintenant si le juge d'aujourd'hui a vraiment l'esprit d'aujourd'hui il téléphonera à 11 heures du soir aux deux parties dans le procès et il

était un putsch du parti bolchevique conduit par Lénine et Trotski. Dès le début le caractère totalitaire du parti bolchevique est apparu. La Tcheka et les camps de concentration ne sont pas des créations de Staline, la Tcheka était en place dès 1918 et les premiers camps de concentration sont en 1919 avec la pleine approbation et l'initiative de Lénine et de Trotski qui ont aussi pris l'initiative d'écraser la commune de Cronstadt en 1921.

Dès le début toute opposition et toute opinion différente étaient écrasées, et rapidement une nouvelle classe dominante et exploiteuse, la bureaucratie, s'est constituée autour du parti comme noyau.

L'industrialisation de la Russie a été la construction d'usines sur le mode et le modèle *capitaliste* où la situation des ouvriers était infiniment pire que sous le capitalisme car ils n'avaient même pas la possibilité de lutter. Les grèves étaient interdites et les syndicats étaient de simples instruments du parti. Les paysans ont été expropriés de force puis décimés ou exilés en Sibérie. Les consommateurs, en tant que consommateurs, ont été asservis, le peu qu'ils pouvaient acheter ils ne le décidaient pas eux-mêmes, c'était décidé par ce qu'on appelle par antiphrase le plan, c'est à dire des directives irrationnelles et absurdes et tout le monde devait penser ce que pensait le parti, c'est à dire son chef.

La Russie a été toujours, depuis la prise du pouvoir par le parti bolchevique et l'installation de la bureaucratie, un capitalisme bureaucratique total et totalitaire. Le véritable créateur du totalitarisme est Lénine. Déjà avec la création du parti bolchevique qui est par nature totalitaire dès 1903 et ensuite avec le nouvel état qu'il a mis en place. Cet homme qui écrivait *l'État et la révolution* où il parlait de la disparition de l'État jusqu'au 24 octobre il écrivait ce livre, à partir du 26 il n'a eu de cesse que de constituer un nouvel état plus fort que l'état tsariste.

Marxisme et totalitarisme

On nous parle aujourd'hui de retourner à Marx mais Marx n'est pas étranger à cette évolution. Certainement Marx n'était pas totalitaire et comme on l'a dit probablement s'il vivait sous la Russie de Staline il aurait été exécuté. Moi je dirais même que s'il vivait sous la Russie de

Lénine il aurait été exécuté. Mais il y a dans le marxisme des germes qui ont permis ou facilité l'éclosion du totalitarisme.

Le premier de ces germes c'est l'idée d'orthodoxie, idée monstrueuse qui n'avait jamais existé dans le mouvement ouvrier et qui a été introduite par Marx et le marxisme. L'idée d'orthodoxie contient en germe sinon le totalitarisme du moins l'idée de sainte inquisition parce que si vous avez une orthodoxie vous avez un texte où est inscrit cette orthodoxie, mais les textes ne parlent pas d'eux mêmes il faut les interpréter, alors les uns les interprètent ainsi, les autres les interprètent comme ça et s'il y a une interprétation autorisée c'est encore un texte et il faut l'interpréter et on en finit pas. Et pourtant on en finit, comment ?

Il se crée une institution qui est l'église dans le cas du christianisme qui possède la seule vraie interprétation des textes sacrés et ceux qui ne sont pas d'accord avec l'église sont des hérétiques, des suppôts du diable, donc ils doivent être condamnés, exécutés, brûlés. Et bien ceux qui ne sont pas d'accord avec l'église marxiste-léniniste sont évidemment des instruments du capitalisme, de la gestapo et de la CIA, donc si on peut les exécuter on les exécute.

Deuxièmement Marx participe à l'imaginaire social du capitalisme ; c'est à dire comme le capitalisme, et c'est le premier régime qui pose ça dans l'histoire, il pense que la production est centrale dans la société. Que tout dépend du développement des forces productives et que la politique et donc la démocratie est un épiphénomène de la superstructure. Quand les forces productives seront assez développées la démocratie viendra automatiquement comme viendra aussi la solution du problème féminin, du problème des minorités, etc. Donc en attendant taisez vous et développez les forces productives.

Et troisièmement il y a le messianisme de Marx qui est un germe du totalitarisme parce que au nom du règne final du communisme, du saut du royaume de la nécessité dans le royaume de la liberté, tout est permis à ceux qui savent et tout doit être accepté par les autres. Il faut en finir avec l'illusion apocalyptique, il n'y aura jamais le paradis sur terre, il n'y aura jamais de société transparente, il n'y aura jamais une garantie politique du bonheur universel. L'objet de la politique n'est pas le bon-

Je pense quant à moi que dans une société autonome ce qui tient le rôle des organes de gouvernement et les organes législatifs devraient être clairement distingués.

Troisièmement il y a la question de l'organisation judiciaire. Est-ce qu'une organisation professionnelle de la justice correspond à l'esprit d'une démocratie des conseils ou d'une société autonome ? moi je ne le crois pas. Je crois que dans la plus grande mesure du possible les tribunaux devraient être formés par des jurys populaires, désignés par le tirage au sort bien sûr, et qu'en tout cas ces jurys devraient être la colonne vertébrale de l'organisation judiciaire. Ça c'est très important, parce que participer aux affaires de la justice non seulement est un attribut essentiel de la souveraineté mais c'est, encore une fois, un apprentissage de la liberté, précisément là où peut-être il s'agit de limiter la liberté de quelqu'un d'autre.

Mais il faut aussi des garanties pour ceux qui seront jugés et il y a la question s'il ne faudrait pas un organe judiciaire suprême qui aurait la tâche de contrôler la légalité et la constitutionnalité des tribunaux populaires et il y a la question de la composition des tribunaux.

Enfin pour ce qui est de la production et de l'économie j'ai parlé de l'autogestion. J'ai quelques idées sur la question mais nous ne sommes pas ici pour que j'expose simplement mes idées. Il est certain qu'il y aura des problèmes importants et non triviaux aussi bien pour l'organisation de l'autogestion dans chaque entreprise que relativement à la coordination horizontale et verticale entre entreprise. De même qu'il y aura des problèmes qui résulteront des différences héritées dans la rentabilité des entreprises ou dans la rentabilité des terres ; ce sont là des problèmes qui ne sont pas facile à résoudre et je pense pour ma part que leur solution ne sera pas possible s'il n'y a pas un changement dans l'attitude des gens relativement à l'appropriation de leurs propres produits.

Le projet d'autonomie a-t-il un avenir ?

Finalement j'en viens au titre de cet exposé : est-ce que ce projet d'autonomie a un avenir ? il ne s'agit pas bien entendu de faire des prophé-

L'expérience montre que les partis deviennent rapidement des organisations bureaucratiques dirigées par des groupes auto-cooptés et qui tendent à agir selon leur propre logique c'est à dire la conquête du pouvoir et de détruire la vie politique indépendante des organes politiques auxquels ils participent. Ça vous le savez et vous le voyez dès maintenant, moi je l'ai vu tout au long de ma vie militante (...) grève importante ouvrière, il y a là dedans des communistes, la grève élit un comité de grève, il y a un trotskiste, qu'est ce qu'ils font les communistes et les trotskistes dans le comité de grève ? ils ne s'intéressent pas à savoir ce que veulent les ouvriers, ils s'intéressent à appliquer les directives de leur parti et la même chose pour les grèves étudiantes etc...

Le résultat évidemment la plupart du temps c'est que les gens qui ne sont pas des militants politiques dans le comité de grève sont dégoûtés et partent et la même chose se passerait avec des conseils de toute la population c'est à dire plus ces partis seront importants plus ces conseils seront transformés en arène pour la lutte entre les partis et les gens vont les abandonner.

Mais d'un autre côté il est évident qu'il ne peut pas y avoir de limitation au droit des citoyens de s'organiser comme ils le veulent et pour tous les objectifs qu'ils veulent donc aussi pour des objectifs politiques. Il y a là un problème véritable, une antinomie à laquelle il faut penser.

Deuxièmement il y a bien entendu nécessité d'une séparation des pouvoirs. Je dis en passant qu'aujourd'hui la fameuse séparation des pouvoirs qui existe est une comédie parce que la séparation du législatif et de l'exécutif généralement n'existe pas. C'est le parti majoritaire qui désigne le gouvernement et qui décide quelle loi sera votée. Pour ce qui est du judiciaire on connaît les interventions scandaleuses du gouvernement dans le fonctionnement de la machine judiciaire dès qu'il s'agit d'une affaire qui a une importance pour le gouvernement. Evidemment si un petit pickpocket vole un portefeuille et est amené devant le tribunal, le gouvernement n'a aucune raison d'intervenir dans le fonctionnement de la justice mais s'il y a un grand cas scandaleux qui implique les services secrets du gouvernement ou autre chose, alors là on voit les interventions massives. C'est ça la séparation du pouvoir.

heur c'est la *liberté* et c'est dans cette liberté que chacun peut *faire* son bonheur. Il n'y aura jamais de société sans institutions, la société communiste de Marx est un mythe incohérent. Il y aura toujours un pouvoir politique, cela ne veut pas dire qu'il y aura un état au sens où il y a un état aujourd'hui, c'est à dire un appareil de domination séparé de la société mais il y aura un pouvoir politique parce qu'il y a des décisions qui doivent être prises collectivement, appliquées et sanctionnées.

Toute la question c'est que ces institutions soient décidées par tous et que tous participent au pouvoir politique, et pour qu'ils puissent participer il faut changer la société telle qu'elle est aujourd'hui et il faut aussi évidemment que les individus deviennent capable de développer et de réaliser leur liberté.

Il faut en finir aussi avec l'idée d'orthodoxie, avec l'idée d'un seul savoir scientifique ou politique. Cette imbécile de Simone de Beauvoir écrivait en 1955 je crois, qu'il est tout à fait normal que le Parti Communiste n'accepte qu'une vérité et que chez la droite, il y ait le pluralisme des opinions parce que la vérité est une et que les erreurs sont multiples¹. Je parie que cette dame ne savait même pas que cet argument était celui de Saint-Augustin contre les hérétiques et pour l'unité de l'Église.

Il n'y a pas de science de la société et de l'histoire au nom de laquelle on pourrait imposer une vérité ; d'ailleurs même dans le domaine des sciences si vous imposez une vérité, vous tuez les sciences. Cela ne veut pas dire que nous sommes aveugles, il y a une élucidation mais cette élucidation est toujours ouverte et soumise à discussion.

Deuxièmement la politique c'est le domaine de l'opinion, de la *doxa* comme disaient les grecs. Ce n'est pas le domaine de l'*épistémè*, de la science.

Et troisièmement et surtout cette idée de l'orthodoxie châtre et stérilise l'activité créatrice du peuple. S'il y a une transformation sociale, il y aura une immense création, des formes nouvelles et ces formes sont

1 Simone de Beauvoir, « La pensée de droite, aujourd'hui », dans la revue *Les Temps Modernes*, numéro 112-113, avril/mai 1955, page 1569.

imprévisibles par une théorie quelconque. Pour preuve ni Marx n'a prévu la Commune, ni Lénine les Soviets.

Il faut aussi en finir avec la centralité de la production et de l'économie (...). C'est une chose de dire que nous devons manger, nous habiller, nous loger, etc. c'est une évidence. C'en est une autre de participer à l'imaginaire de la maîtrise de l'expansion illimitée de la production et de la consommation et à la folie de la prétendue maîtrise de la nature qui conduit à la destruction de la nature. Les pays riches ont aujourd'hui un niveau de vie moyen dont Marx n'aurait probablement même pas pu rêver. Aucun problème n'est résolu pour autant ; Les gens n'y sont pas plus libres et ils ne sont pas plus révolutionnaires non plus. Le but d'une société autonome ne sera pas de développer les forces productives mais de créer des êtres humains libres et autant que possibles sages.

Société autonome, comme le socialisme tel qu'on l'entendait dans le temps, ce n'est rien d'autre que l'idée de la démocratie pensée jusqu'au bout ; Qu'est ce que ça veut dire *Démocratie* ? deux mots grecs, *Demos* / *Cratos*, peuple / pouvoir ; pouvoir du peuple. Mais le peuple est fait d'individus donc les individus doivent aussi avoir le pouvoir en tant que membres du peuple et ça veut dire aussi que le peuple aussi bien que les individus doivent être libres.

Maintenant parler de pouvoir du peuple ne peut se réaliser que dans le cas d'une démocratie directe, c'est-à-dire par des décisions que prend la collectivité elle-même et non pas des représentants irrévocables. La représentation comme elle existe aujourd'hui c'est d'abord une aliénation du pouvoir des représentés vers les représentants et en même temps une division du travail politique structurelle et instituée entre dirigeants et dirigés. Cette division du travail doit être abolie. C'est ça que veut dire abolir la domination d'une couche sur les autres. Division du travail n'est pas la même chose que division des tâches n'est-ce pas ? les tâches doivent être réparties, tout le monde ne peut pas faire la même chose en même temps. Ce qui doit être supprimé c'est l'existence d'une catégorie sociale dont le rôle est de diriger les autres, cela ne veut pas dire non plus qu'il ne peut pas y avoir des individus qui pendant une période ou pendant longtemps jouent un rôle plus important que les

ront vendus, vos produits seront vendus, vous aurez de l'argent et vous ferez ce que vous voudrez avec cet argent. Donc dans une société autonome la monnaie jouera pleinement son rôle d'équivalent général et d'étalon des prix relatifs. Le marché, par la demande des consommateurs déterminera les quantités et les qualités des biens de consommation à produire, par là il déterminera le type des biens d'investissement nécessaires pour satisfaire cette demande de consommation. C'est à dire si le marché demande par exemple plus de CD qu'il n'en existe dans les magasins de la société il faudra obéir au marché et produire plus de CD donc plus de machines à produire des CD etc. Mais ça ne dit pas, et le marché ne peut pas le définir, quelle quantité *globale* d'investissement il faut à la société, c'est à dire quelle partie de son produit la société ne veut pas, chaque année, consommer mais veut le transformer en installations productives, en machines, en tout ce que vous voudrez pour le cas échéant augmenter la production l'année prochaine.

Et le marché ne peut pas décider non plus, ne peut pas déterminer, des dépenses publiques ; Il ne le décide pas d'ailleurs aujourd'hui non plus malgré quelques propos délirants des néo libéraux. Les deux donc, c'est à dire la quantité globale de l'investissement et les dépenses publiques devront faire l'objet de décisions politiques et comme ils concernent toute la société, ces décisions devront être prises par vote public populaire après une discussion suffisante.

Quelques difficultés

Il y aurait beaucoup d'autres choses à développer dans ce sens, soit qui touchent à d'autres points, soit qui découlent de ces points, je ne le ferais pas, je voudrais au contraire m'arrêter sur quelques difficultés qui se présentent immédiatement, qui ne sont certainement pas insolubles mais dont il faut avoir conscience.

Si l'auto gouvernement collectif doit être institué effectivement, les assemblées générales puis les conseils ou toute forme équivalente doivent devenir le véritable lieu de la vie politique. Qu'est-ce qui passe alors avec les partis politiques ?

La question de la propriété n'est pas métaphysique. Les individus ne naissent pas avec attaché à leur cou un papier qui dit : « j'ai le droit d'être propriétaire ». elle n'est même pas économique, elle est politique. Si nous voulons une société autonome, nous devons vouloir une institution de l'économie qui permet la liberté et l'égalité et non pas qui la détruit. Il est par exemple clair que la propriété individuelle de l'artisan ou du paysan n'est pas contraire à la liberté, alors que la grande propriété par les moyens très importants qu'elle procure à son propriétaire, elle l'est. Et il ne s'agit pas non plus de nationaliser pour remplacer les grands propriétaires par une bureaucratie. Il s'agit de remplacer le pouvoir capitaliste et bureaucratique sur la production par le pouvoir des travailleurs c'est à dire par l'équivalent de l'auto gouvernement dans la production, ce que l'on peut appeler l'autogestion.

Et cela on peut le voir aussi positivement : on ne peut pas être esclave dans le travail cinq ou six jours par semaine et être libre politiquement le dimanche. L'autogestion c'est la souveraineté des producteurs. Bien sûr il y a des problèmes concernant son organisation j'en dirai un mot rapide tout à l'heure mais dans l'économie les êtres humains ne sont pas seulement des producteurs ils ont aussi des consommateurs. Il faut donc établir la souveraineté des consommateurs. Ce qui existe actuellement dans le soi-disant marché libre capitaliste est une fausse liberté et pas une souveraineté des consommateurs. Il y a des monopoles, il y a des oligopoles (...peu d'offres pour beaucoup de demande. duopole sous la forme la plus simple NDLR) et ici il faut attirer l'attention sur une autre mystification pour laquelle Marx est responsable et qui reste très propagée parmi les marxistes.

L'idée que le marché ou la marchandise ou l'argent sont des éléments de l'aliénation des hommes, que dans une société socialiste ou communiste ils devraient être supprimés. Le marché et la monnaie sont parmi les inventions les plus géniales de l'humanité, qui précèdent de loin le capitalisme. Elles remontent aux phéniciens ou aux grecs au moins et qui indépendamment de l'aspect historique fournissent le seul moyen de socialisation économique dans une économie complexe. Je ne peux pas communiquer avec vous en tant que producteur directement, on ne peut pas faire un troc de nos produits. C'est absurde. Mes produits se-

autres ; la question c'est que ces individus ne cristallisent pas institutionnellement leurs positions pour toujours.

Démocratie et société moderne

Alors comment réaliser la démocratie moderne dans les conditions des grandes sociétés modernes ? je ne veux pas bien entendu développer ici une utopie, ni au mauvais ni au bon sens du terme. Je vais simplement exprimer un certain nombre d'idées qui d'ailleurs pour l'essentiel ne me sont pas personnelles, qui sont le fruit de l'expérience aussi bien du mouvement ouvrier, que de l'Antiquité grecque et de l'expérience *négative* aussi bien de la société capitaliste que de la société bureaucratique russe.

Le premier point c'est qu'il faut qu'il existe dans la société, ou plutôt que la société soit formée par des unités qui soient suffisamment petites pour pouvoir s'auto-gouverner complètement. Cela implique la nécessité d'une décentralisation très importante. On peut remarquer que la centralisation actuelle est un des aspects des absurdités du régime qui ne fait rien d'autre que de refléter la tendance des couches dominantes d'essayer de tout contrôler par un centre. Il faut donc des unités, qui peuvent être des entreprises ou des unités territoriales qui comportent par exemple entre 10 000 et 30 000 citoyens et qui soient souveraines pour tout ce qui les concerne essentiellement et directement. Comment ces unités, appelons les communes si vous voulez², exercent leur souveraineté ? les décisions doivent être prises autant que possible par des assemblées générales ou par un vote général. Et d'un autre côté, comme les assemblées générales ne peuvent pas être réunies vingt quatre heures sur vingt quatre, ni même sept jours par semaine, les tâches de préparation des assemblées générales, d'exécution de leurs décisions et de permanence comme on dit (qu'il y ait toujours quelqu'un pour répondre au téléphone) doivent être exercées par des conseils sur le modèle des conseils ouvriers qui ont existé, c'est à dire par des délégués élus et révocables, responsables devant l'assemblée générale et lui rendant compte de ce

2 Note d'INDICE : à rapprocher de la notion de Tega, telle que définie par P.M. dans Bolo'bolo.

qu'ils font. C'est déjà ce qu'a essayé de faire la commune, ou les soviets russes ou les conseils ouvriers en Italie en 1919 ou en Hongrie en 1956.

Ce sont là des créations spontanées des travailleurs et du peuple qui contiennent l'essentiel de cette forme. Sans doute s'il y a de nouveau un grand mouvement populaire d'autres formes pourront être créées.

Deuxièmement, évidemment ces unités de base doivent être coordonnées et là encore cette coordination doit être faite par des conseils de délégués élus et révocables. Je pense que toute décision essentielle qui affecte plusieurs unités de base ou toutes les unités de base doit être prise par vote général, referendum si vous voulez ou plébiscite après évidemment une discussion pleinement informée et suffisante.

Ce qui implique un autre point : contrairement à ce qui se passe aujourd'hui toutes les informations nécessaires et pertinentes pour la prise des décisions doivent être mises à la disposition de la population. Aujourd'hui toutes les décisions sont prises en secret même dans les états soi disant les plus démocratiques. Elles ne sont même pas prises dans les parlements ou les soi-disant parlements, elles sont prises dans les coulisses et même pas dans les coulisses du parlement, dans la coulisse de la direction du parti majoritaire et là une décision est prise et on dit aux députés de ce parti, qui sont les soi disant représentants du peuple, vous voterez cela ou autrement vous serez exclus du parti, on ne vous présente pas aux prochaines élections, etc. C'est ça la démocratie représentative, c'est le pouvoir des partis, du sommet des partis.

Je disais tout à l'heure que l'essentiel c'est d'abolir la division entre dominants et dominés ou, on peut le dire aussi, la division entre dirigeants et exécutants. Il y a donc un principe suprême que moi j'aimerais inscrire sur le fronton des édifices publics de cette société : pas d'exécution de décisions sans participation à la prise des décisions. En bref ces idées on peut les résumer comme ça : que ce qu'on appelle la sphère publique doit devenir vraiment publique. Publique non seulement quant à son objet mais publique quant à son sujet. La liberté des individus et des groupes ou des associations volontaires doit évidemment être garantie et étendue dans toutes les mesures du possible. Si les individus ne sont pas libres, la société ne peut pas l'être non plus mais l'attitude d'une so-

ciété démocratique, d'une société autonome à l'égard de la liberté des individus ne peut pas être comme aujourd'hui seulement passive, négative ou défensive. Elle doit être positive et active c'est à dire que la loi ne doit pas simplement protéger la liberté des individus dans leur sphère privée, la loi doit aider activement les individus à devenir libres, autonomes et cela implique au moins deux choses :

D'abord que l'éducation au sens le plus large c'est à dire pas seulement l'instruction des enfants mais ce que les grecs appelaient la *paedeia*, la formation de l'individu par la société, qui a lieu tout le temps, qui a lieu ce soir ici mais qui a lieu aussi dans les foyers qui regardent la télévision en ce moment, où ce n'est pas une formation mais une déformation, cette formation, cette *paedeia* doit devenir une préoccupation essentielle de la cité.

Deuxièmement que les individus soient effectivement égaux au sens où je l'ai dit tout à l'heure c'est à dire qu'ils aient les mêmes possibilités effectives de participer à tout pouvoir qui existe dans la société. C'est en exerçant le pouvoir qu'on s'assure qu'on peut l'exercer et qu'on devient vraiment libre et c'est en participant à la formation de la loi qu'on acquiert la certitude que c'est aussi notre loi et non pas comme aujourd'hui leur loi. « Ils ont encore voté des impôts », ce n'est pas « Nous avons voté des impôts » : ils les ont voté, comme le pouvoir est aussi leur pouvoir.

Production et économie

Cela nous conduit aussi au domaine de la production et de l'économie et d'abord d'un point de vue négatif si je peux dire.

Nous savons par la logique mais aussi s'il le fallait par l'expérience très ample de la société contemporaine que les inégalités économiques conduisent inévitablement à des inégalités politiques, autrement dit que le pouvoir économique se traduit aussitôt en pouvoir politique. Si vous avez 100 millions de dollars ou 500 je ne sais pas, vous achetez une chaîne de télévision et vous avez tous les politiciens, ou pas tous mais beaucoup à votre botte. Alors c'est sous cet angle aussi qu'il faut voir la question de la propriété.